PROCES VERBAL de la REUNION du CONSEIL MUNICIPAL
du 19 septembre 2022

L'an deux mil vingt-deux, le 19 septembre, à dix-neuf heures trente minutes, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la salle communale sous la présidence de Mr LE BLANC Christian, Maire.

Présents : Mr LE BLANC Christian, Maire, Mme PORTIER Françoise, 1ère Adjointe, Mr JOSSET Antoine, 2ème Adjoint, MM. PANNETIER Stéphane, RICHARD Guy, LEVEILLÉ David, Mmes FAGNOT Cendrine, ADET Florence

Excusé : TELLIER Adrien

Mr JOSSET Antoine a été désigné secrétaire de séance.

DELIBERATION N° 2022/41 :

NOUVELLE CONSTITUTION DES COMMISSIONS MUNICIPALES -

Suite à la démission de Mme BAUDRY Anne, Adjointe, le Conseil Municipal procède à une nouvelle constitution des commissions municipales, présidées par le Maire et modifiées comme suit :

Commission des finances :

Mme PORTIER Françoise, rapporteuse
Mme ADET Florence

Mr LEVEILLÉ David
Mr RICHARD Guy

Commission des travaux et de la voirie :

Mr LEVEILLÉ David, rapporteur
Mr TELLIER Adrien

Mr JOSSET Antoine
Mr RICHARD Guy
Mme PORTIER Françoise

Commission de la communication :

Mme FAGNOT Cendrine, rapporteuse
Mr LEVEILLÉ David

Mr JOSSET Antoine
Mme PORTIER Françoise

Commission de l'environnement, du fleurissement et agricole :

Mr TELLIER Adrien, rapporteur
Mr PANNETIER Stéphane
Mr RICHARD Guy

Mme ADET Florence
Mr JOSSET Antoine

Commission des affaires scolaires et de la jeunesse :

Mr JOSSET Antoine, rapporteur
Mme FAGNOT Cendrine

Mr LEVEILLÉ David
Mr PANNETIER Stéphane

Commission du Patrimoine, de la Culture et du Tourisme :

Mme FAGNOT Cendrine, rapporteuse
Mr JOSSET Antoine

Mme PORTIER Françoise
Mr PANNETIER Stéphane

DELIBERATION N° 2022/42 :

DESIGNATION DES DELEGUES A L'ASSOCIATION DES PETITES CITES DE CARACTERE DE LA MAYENNE (APCCM) -

Suite à la démission de Mme BAUDRY Anne, Adjointe, et après avoir procédé au vote,

Le Conseil Municipal a désigné les nouveaux délégués à l'Association des Petites Cités de Caractère de La Mayenne.

Sont élus :

- Délégués titulaires : Mr LE BLANC Christian
Mme PORTIER Françoise
- Délégués suppléants : Mr JOSSET Antoine
Mme FAGNOT Cendrine

DELIBERATION N° 2022/43 :

DESIGNATION DES DELEGUES AU SIVU DES PETITES CITES DE CARACTERE DE LA MAYENNE (SIVU PCCM) -

Suite à la démission de Mme BAUDRY Anne, Adjointe, et après avoir procédé au vote,

Le Conseil Municipal a désigné les nouveaux délégués au SIVU des Petites Cités de Caractère de la Mayenne.

Sont élus :

- Délégué titulaire : Mr LE BLANC Christian
- Déléguée suppléante : Mme PORTIER Françoise

DELIBERATION N° 2022/44 :

DESIGNATION DES DELEGUES A L'ASSOCIATION DES PETITES CITES DE CARACTERE DES PAYS DE LA LOIRE -

Suite à la démission de Mme BAUDRY Anne, Adjointe, et après avoir procédé au vote,

Le Conseil Municipal a désigné les nouveaux délégués à l'Association des Petites Cités de Caractère des Pays de la Loire.

Sont élus :

- Délégués titulaires : Mr LE BLANC Christian
Mme PORTIER Françoise
- Délégués suppléants : Mr JOSSET Antoine
Mme FAGNOT Cendrine

DELIBERATION N° 2022/45 :

DESIGNATION DES DELEGUES A L'ASSOCIATION DES PETITES CITES DE CARACTERE DE FRANCE -

Suite à la démission de Mme BAUDRY Anne, Adjointe, et après avoir procédé au vote,

Le Conseil Municipal a désigné les nouveaux délégués à l'Association des Petites Cités de Caractère de France.

Sont élus :

- Délégué titulaire : Mr LE BLANC Christian
- Déléguée suppléante : Mme PORTIER Françoise

DELIBERATION N° 2022/46:

DESIGNATION DES DELEGUES AU COMITE NATIONAL D'ACTION SOCIALE (CNAS) -

Suite à la démission de Mme BAUDRY Anne, Adjointe, et après avoir procédé au vote,

Le Conseil Municipal a désigné les nouveaux délégués au Comité National d'Action Sociale (CNAS).

Sont élus :

- Collège des élus : Mr LE BLANC Christian
- Collège du personnel : Mme BAUDRY Anne

DELIBERATION N° 2022/47 :

DESIGNATION D'UN NOUVEAU CORRESPONDANT DEFENSE -

Suite à la démission de Mme BAUDRY Anne, qui avait été désignée correspondante défense, suivant un message du Ministère de la Défense qui demandait la désignation d'un correspondant « défense » dont le rôle serait de sensibiliser les concitoyens aux questions de la défense et qui serait accompagné et soutenu dans sa mission par les délégués militaires départementaux (DMD) en relation avec les associations des auditeurs de l'Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale (IHEDN).

Le Conseil Municipal, après délibération :

⇒ désigne Mr TELLIER Adrien comme nouveau correspondant défense.

DELIBERATION N° 2022/48 :

VOTE DES INDEMNITES DE FONCTIONS DU MAIRE ET DES ADJOINTS –

Suite à la démission de Mme BAUDRY Anne, Adjointe,

Le Conseil Municipal procède au vote des indemnités de fonctions du maire et des adjoints.

Vu les articles L.2123-20 à L.2123-24-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT),

Vu l'article L.2123-20 du CGCT qui fixe les taux maximums des indemnités de fonction des maires, adjoints et conseillers municipaux,

Vu l'article L.2123-23 du CGCT qui fixe de droit le taux de l'indemnité de fonction du maire, le taux peut être inférieur à la demande expresse de ce dernier,

Vu le décret n° 2016-670 du 25 mai 2016 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation,

Vu le décret n°2017-85 portant modification du décret n° 82-1105 du 23 décembre 1982 relatif aux indices de la fonction publique et du décret n° 85-1148 du 24 octobre 1985 modifié relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'État, des personnels des collectivités territoriales et des personnels des établissements publics d'hospitalisation,

Vu le procès-verbal de la séance d'installation du Conseil Municipal en date du 27 mai 2020 constatant l'élection du maire et de trois adjoints,

Vu le procès-verbal de réélection des adjoints en date du 19 septembre 2022 constatant l'élection de Mme FAGNOT Cendrine, 3^{ème} adjointe,

Vu les arrêtés municipaux qui porteront délégations de fonctions à Mme PORTIER Françoise, 1^{ère} Adjointe, Mr JOSSET Antoine, 2^{ème} Adjoint et Mme FAGNOT Cendrine, 3^{ème} adjointe,

Considérant la volonté exprimée par Mr LE BLANC Christian, Maire, de percevoir 41.3329 % du taux maximal de l'indemnité de maire,

Considérant qu'il appartient au conseil municipal de déterminer les taux des indemnités des adjoints pour l'exercice de leurs fonctions, dans la limite des taux maximum fixés par la loi,

Considérant que pour une commune de moins de 500 habitants, le taux maximal de l'indemnité du maire en pourcentage de l'indice brut terminal de la fonction publique ne peut dépasser 25.50 %,

Considérant que pour une commune de moins de 500 habitants, le taux maximal de l'indemnité d'un adjoint en pourcentage de l'indice brut terminal de la fonction publique ne peut dépasser 9.90 %,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

⇒ décide de maintenir le montant des indemnités en vigueur depuis le 27 mai 2020 pour l'exercice effectif des fonctions de maire et des adjoints, à savoir :

- Maire : 10.54 % de l'indice brut terminal de la fonction publique,
- 1^{ère} Adjointe : 2.73 % de l'indice brut terminal de la fonction publique,
- 2^{ème} Adjoint : 2.73 % de l'indice brut terminal de la fonction publique,
- 3^{ème} Adjointe : 2.73 % de l'indice brut terminal de la fonction publique,

⇒ d'inscrire les crédits nécessaires au budget communal,

⇒ de transmettre au représentant de l'Etat dans l'arrondissement la présente délibération.

DELIBERATION N° 2022/49 :

DESIGNATION DU CORRESPONDANT « INCENDIE ET SECOURS » -

Un correspondant « Incendie et Secours » doit être nommé avant le 01.11.2022. Ce dernier sera l'interlocuteur privilégié du SDIS, informera, sensibilisera le Conseil Municipal et les habitants sur les questions relatives à la prévention et à l'évaluation des risques de sécurité civile et participera à la préparation des mesures de sauvegarde, à l'organisation des moyens de secours, à la protection des personnes, des biens et de l'environnement et aux secours et soins d'urgence aux personnes victimes d'accidents, de sinistres ou de catastrophes ainsi qu'à leur évacuation.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

=> désigne M. PANNETIER Stéphane « Correspondant Incendie et secours ».

URBANISME: Pose d'un panneau hommage à M. Bouflet -

L'association des Petites Cités de Caractère de la Mayenne (PCC 53) a exprimé le souhait d'organiser un temps d'hommage à Jacques BOUFFLET, ancien architecte des bâtiments de France pour la Mayenne, à l'occasion des Journées Européennes du Patrimoine. Cet hommage va prendre la forme d'une plaque commémorative apposée dans chaque PCC. Pour ce qui est de notre commune, l'emplacement retenu se situe sur le muret du pont piéton, en vis-à-vis de la porte d'accès au lavoir.

DELIBERATION N° 2022/50 :

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN DELEGUE A LA PROTECTION DES DONNEES –

Les collectivités locales sont amenées à recourir de façon croissante aux moyens informatiques pour gérer les nombreux services dont elles ont la compétence : état civil, listes électorales, inscriptions scolaires, action sociale, gestion foncière et urbanisme, facturation de taxes et redevances, etc.

Simultanément, les dispositifs de contrôle liés aux nouvelles technologies se multiplient (vidéosurveillance, applications biométriques, géolocalisation, etc.) et le recours au réseau Internet facilite le développement des téléservices locaux de l'administration électronique à destination des administrés.

Ces applications ou fichiers recensent de nombreuses informations sur les personnes, administrés de la collectivité ou autres usagers.

Le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), applicable dès le 25 mai 2018,

impose à toutes les structures publiques de nommer un Délégué à la Protection des Données, DPO (de l'anglais Data Protect Officer). Il remplace le Correspondant Informatique et Libertés (CIL). Ce règlement européen reprend les grands principes de la loi Informatique et Libertés de 1978, tout en responsabilisant davantage les acteurs publics. Ces derniers doivent s'assurer et démontrer qu'ils offrent un niveau optimal de protection et de traçabilité des données personnelles traitées.

La protection des données à caractère personnel est un facteur de transparence et de confiance à l'égard des administrés. C'est aussi un gage de sécurité juridique pour l'élu responsables des fichiers (désigné comme Responsable de Traitement) et une manière de réduire l'exposition aux risques.

La collectivité peut désigner un DPO en interne ou en externe. Ce dernier peut alors être "mutualisé".

Dans le cadre du transfert des activités informatiques du Centre de Gestion de la Mayenne vers e-Collectivités, la collectivité doit nommer le Syndicat e-Collectivités en tant que personne morale pour assurer la fonction de DPO mutualisé en lieu et place du Centre de Gestion de la Mayenne.

Le DPO est principalement chargé d'aider et de conseiller la collectivité par :

- la réalisation d'un inventaire de toutes les données personnelles traitées,
- la sensibilisation et l'information des agents sur la réglementation,
- des recommandations pour être en conformité avec le règlement,
- un accompagnement sur l'analyse d'impact des données sensibles.

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,

Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données,

Le Conseil Municipal, après délibération, décide :

- => d'adopter la proposition de Monsieur le Maire,
- => d'autoriser le Maire à signer la convention de mise à disposition d'un DPO mutualisé proposée par e-Collectivités ainsi que tous les documents se rapportant à cette opération,
- => de nommer le Syndicat e-Collectivités comme personne morale en tant que DPO de la collectivité, d'inscrire au budget les crédits correspondants.

DELIBERATION N° 2022/51 :

PLAN DE VALORISATION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE DU SITE PATRIMONIAL DE LA VALLEE DE L'ERVE : Avis sur le projet –

Le conseil communautaire a arrêté lors de sa séance du 29 mars 2022, les projets de plans de valorisation de l'architecture et du patrimoine des 2 sites patrimoniaux remarquables (SPR) des Coëvrons : celui de Sainte Suzanne, et celui de la vallée de l'Erve (Saulges et Saint-Pierre-sur-Erve).

En tant que personne publique associée à cette démarche, la commune de Saint-Pierre-sur-Erve a la possibilité d'émettre un avis et/ou des observations sur chacun de ces 2 projets, dans les 3 mois qui suivent la réception des documents.

Une enquête publique sera ensuite organisée, et au cours de celle-ci, les avis et remarques seront portés à la connaissance du public et du commissaire enquêteur.

Le Conseil Municipal, après discussion :

- => émet un avis favorable avec les commentaires suivants :
- souhait de davantage de souplesse sur les sujets liés aux problématiques environnementales actuelles en faveur de la transition écologique (économies d'énergie et énergies renouvelables)
- souhait de davantage de souplesse concernant les possibilités de constructions en bois

BATIMENTS COMMUNAUX : Point sur les projets de travaux -

Projet de rénovation des toitures endommagées

Lors de l'épisode de grêle du 20 mai dernier, de nombreuses toitures de bâtiments communaux ont été endommagées. Suite à la visite des experts de l'assurance, un récapitulatif des dégâts et du reste à charge a pu être présenté au Conseil Municipal.

A la date de la réunion, les devis de rénovation des candélabres (éclairage public) et des vitraux de l'église étant encore attendus, il a été annoncé une estimation du coût global des rénovations de l'ordre de 100 à 120 000 euros.

Concernant le financement de ces travaux, M. le Maire fait savoir au Conseil Municipal que :

- la commune a remonté des doléances en prévision d'une réunion de travail avec le préfet de la Mayenne, Xavier LEFORT, programmée le jeudi 22 septembre
- il sera demandé une DETR, ainsi que des subventions auprès de la Fondation du Patrimoine et de l'association des Petites Cités de Caractère de la Mayenne

Projet de changement du chauffage des T2/T4 et d'extension de la salle communale

M. le Maire a présenté le projet de géothermie en vue du remplacement de la chaudière au gaz qui alimente actuellement les logements T2 et T4 situés au-dessus des salles communales. Ces travaux nécessitant la création d'une chaufferie, d'une part, et l'actuelle cuisine n'étant pas adaptée à un usage collectif (exiguïté...), d'autre part, il est proposé d'implanter la chaufferie dans le volume de l'actuelle cuisine et d'en créer une nouvelle en extension sur l'arrière du bâtiment communal.

Au vu du périmètre global du projet, les salles communales connaîtront une période de transition sans cuisine, les projets de rénovation du chauffage et de construction de l'extension étant indépendants. Il conviendra de proposer des solutions de remplacement aux usagers – en premier lieu desquels l'association du Comité des Fêtes - pendant cette période de transition (bouteilles de gaz en remplacement de la citerne qui sera retirée, etc.). Dans le cadre de ce projet, en réponse à la demande du Comité des Fêtes, il sera également recherché une solution pour permettre de disposer d'une arrivée d'eau derrière le bar.

Concernant l'opportunité d'inclure le chauffage des salles communales (convecteurs électriques) dans le projet global, il apparaît que l'investissement est très important, et qu'il serait totalement à la charge de la commune (pas de subventions possibles). De plus, les salles sont rarement chauffées. Le Conseil convient donc de se focaliser uniquement sur la rénovation du système de chauffage des logements et de faire réactualiser les devis.

Le Conseil donne son accord de principe pour engager ces trois projets.

RPI : Retour sur la réunion de cadrage du projet de RPI à 3 classes

Une réunion des commissions scolaires des 4 communes du RPI s'est tenue mardi 6 septembre 2022 pour réfléchir à une solution pérenne pour le devenir du RPI en prévision dans la fermeture d'une classe. Antoine JOSSET en présente le compte-rendu aux membres du Conseil.

Effectifs et prévision des effectifs :

- septembre 2022 : 58 élèves + 2 PS1 (les PS1 ne sont pas comptabilisés par la DSDEN)
- septembre 2023 : 51 élèves + 7 PS1
- septembre 2024 : 52 élèves + 8 PS1

Communes d'origine des enfants :

Commune/ Année	Saulges	Thorigné	Chémeré	Saint-Pierre	Hors communes	Total
2022	18	15	11	8	6	58
2023	18	11	11	5	6	51
2024	18	12	12	4	6	52

Commentaire sur les six enfants hors communes du RPI : deux (Ballée) vont à Saint-Pierre par choix, quatre (deux Ballée et deux Vaiges) vont à Chémeré parce qu'ils sont chez la nourrice (Katia).

La fermeture de la quatrième classe étant quasi-certaine, l'objectif du groupe de travail est de trouver une solution pérenne et attractive pour un RPI à trois classes. Les prévisions d'effectifs resteront faibles pour une école à trois classes. La fuite de familles pourrait donc engendrer rapidement la fermeture de la troisième classe.

Pistes de réflexion :

- déterminer pour chaque commune les mêmes critères, en les hiérarchisant, afin d'aboutir à une décision pérenne à moyen et long terme
- inviter les quatre conseils municipaux à répondre aux critères
- inclure les parents dans la boucle en leur présentant une amorce de réflexion et des supports de travail
- le mettre à l'ordre du jour du prochain conseil d'école, en novembre 2022
- faire une étude de faisabilité par un cabinet extérieur (non retenu par l'assemblée en raison du coût)
- inviter des intervenants extérieurs, Mme Caillault, l'inspectrice de l'Education nationale
- trouver des exemples similaires à notre situation
- créer une ou plusieurs MAM (Maisons d'Assistantes Maternelles), sur le site qui fermerait, sur la commune centrale (Saulges), sur deux communes aux extrémités ?
- placer la maternelle à Saulges. Cette option pourrait aussi être envisagée pour septembre 2024 en raison des travaux qu'elle engendrerait.

- créer un RPI concentré à Saulges (les trois classes). Cette option n'est pas retenue.
- lors de la prochaine réunion, prévoir un vidéo projecteur pour présenter clairement le tableau des critères

Quels critères ?

- les communes de résidence des enfants
- la géographie
- les locaux : leur aménagement existant, la vétusté, la capacité d'accueil, l'adaptabilité selon le cycle accueilli, les investissements à prévoir (classe maternelle : sanitaires, salle de motricité...)
- l'adaptabilité des locaux en cas de fermeture
- les moyens humains et leur statut (titularisation)
- les modes de garderie dans la commune
- les rythmes scolaires (la semaine de quatre jours ?)
- appartenance à quelle intercommunalité ?
- les transports scolaires
- la question de communes nouvelles ?
- ...

A l'issue de ce compte-rendu, les membres de la commission scolaire de Saint-Pierre décident de se réunir pour récapituler les arguments en faveur des différentes hypothèses, en amont de la prochaine réunion du RPI prévue le 5 octobre à Thorigné.

BIENS COMMUNAUX : Point d'information de la commission travaux -

A chaque pluie soutenue, de l'eau entre dans le logement communal T4 de la Place de l'Eglise en raison d'un regard insuffisant pour absorber le débit d'eau. En réponse à ce problème, la Commission Travaux propose l'implantation d'une grille destinée à absorber ce surplus.

La Commission Travaux remonte un problème sur le volet situé à l'étage du gîte : la crémaillère étant tombée, il ne peut plus fermer. Un devis a été demandé. A l'occasion de ces travaux de réparation, il est recommandé d'envisager un atelier peinture pour profiter de la dépose des volets.

La Commission fait également état de problèmes sur l'éclairage public : le détecteur sous les arcades ne fonctionne pas et celui situé à l'entrée de la place dysfonctionne.

Enfin, il faudra vérifier le fonctionnement du four du gîte suite à des retours de locataires.

PERSONNEL COMMUNAL : Remplacement de l'agent à la garderie -

En prévision de la fin de contrat de l'agent à la garderie, une offre de recrutement sera à prévoir pour la remplacer à compter du 27 février 2023.

DELIBERATION N° 2022/52 :

PERSONNEL COMMUNAL : Mise à jour du tableau des effectifs du personnel-

Vu l'article 3-3 5° de la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, permettant le recrutement d'agents non titulaires de droit public dans la Fonction Publique Territoriale pour pourvoir un emploi d'une commune de moins de 2 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public,

Vu la modification du temps de travail de l'agent contractuelle chargée de la restauration à la cantine municipale du 1^{er} septembre 2022 au 28 février 2023,

Le poste de cet adjoint technique doit être modifié.

Le Conseil Municipal, après délibération, à compter du 1^{er} septembre 2022 :

⇒ décide de modifier le temps de travail du poste d'adjoint technique à temps non complet, relatif à la restauration à la cantine municipale, soit 15.10/35^{ème} sur 6 mois,

⇒ décide de prévoir les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales correspondant à cet emploi et de les inscrire au budget de l'exercice en cours,

⇒ autorise le Maire à signer les documents s'y rapportant.

De plus,

Vu le départ à la retraite de la secrétaire de mairie en grade d'attaché territorial depuis le 1^{er} juillet 2022,

Vu la délibération du Conseil Municipal n°2022-18 du 19 mars 2022, décidant l'ouverture d'un poste de secrétaire de mairie à temps non-complet,

Au 1^{er} juillet 2022, le tableau des effectifs du personnel communal est donc modifié comme suit :

* **FILIERE ADMINISTRATIVE** :

- Rédacteur : agent non titulaire sur poste à temps non complet à 19/35^{ème} sur 12 mois

* **FILIERE SANITAIRE ET SOCIALE** : sans changement

- ATSEM principal 2^{ème} classe : agent non titulaire à temps non complet à 30.16/35^{ème} sur 12 mois

* **FILIERE TECHNIQUE** :

- Adjoint Technique : agent non titulaire à temps non complet à 18.92/35^{ème} sur 12 mois

- Adjoint Technique : agent non titulaire à temps non complet à 15.10/35^{ème} sur 6 mois

QUESTIONS DIVERSES :

SERVICE TECHNIQUE COMMUN : Point sur les travaux réalisés et à effectuer

Sur la période à venir, il est proposé de faire le point sur l'état des buis de la route de l'Erve, en les taillant de façon à voir s'ils reprennent. Le portail du T4 sera à repeindre : des bénévoles peuvent-ils s'en charger ?

M. le Maire fait part au Conseil de sa rencontre avec le nouveau directeur technique de la Communauté de Communes. A cette occasion, M. le Maire a pu lui faire part de son souhait de voir évoluer la dotation de solidarité communautaire (DSC) dans le sens d'un reversement plus favorable aux communes membres. Les échanges ont également porté sur la transaction de terrains de Saulges et Saint-Pierre dans le périmètre de la ZAD des grottes.

URBANISME : Information dans le cadre du droit de préemption -

M. le Maire informe du refus de la commune d'exercer son droit de préemption urbain dans le cadre de la vente de la maison située au 7 rue de l'Erve.

FLEURISSEMENT : Devenir du saule pleureur -

Le saule pleureur situé près du gué étant mort, il est décidé de l'abattre en conservant la base du tronc afin qu'elle puisse être transformée en trône. Le bois sera mis à disposition des habitants. Ensuite, un nouveau saule sera planté à proximité.

URBANISME : Pose d'un panneau touristique -

Le Département prend en charge le financement de nouveaux panneaux touristiques pour la promotion des 7 Petites Cités de Caractère de la Mayenne. Le panneau de Saint-Pierre-sur-Erve représentera le pont piétons et les bords de l'Erve, l'église et le Moulin de Gô.